

**Assemblée générale**

Distr. générale

10 juillet 2024

Français

Original : anglais/espagnol/français

**Soixante-dix-neuvième session**

Point 98 hh) de la liste préliminaire\*

**Désarmement général et complet****Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée  
générale sur le désarmement nucléaire de 2013****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

On trouvera dans le présent rapport un exposé des vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires.

---

\* [A/79/50](#).



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Réponses reçues des gouvernements . . . . .	3
Cuba . . . . .	3
Guatemala . . . . .	4
Iran (République islamique d') . . . . .	5
Maroc . . . . .	6
Mexique . . . . .	7

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 78/27 intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », l'Assemblée générale a :

a) souligné l'appui vigoureux, exprimé à la réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire qu'elle a tenue le 26 septembre 2013, en faveur de l'adoption urgente de mesures efficaces visant l'élimination totale des armes nucléaires (par. 1) ;

b) demandé que soient respectées sans attendre les obligations juridiques et les engagements pris en matière de désarmement nucléaire et s'est associée aux nombreuses voix qui s'étaient exprimées à la réunion de haut niveau en faveur d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 2 et 3) ;

c) demandé que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption de mesures efficaces de désarmement nucléaire visant à parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires et, notamment, de la mise au point d'une convention globale sur les armes nucléaires (par. 4) ;

d) prié le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur la réalisation de l'objectif d'élimination totale des armes nucléaires, en particulier sur les mesures efficaces de désarmement nucléaire, y compris les éléments d'une convention globale sur les armes nucléaires, et de lui présenter à sa soixante-dix-neuvième session un rapport à ce sujet qu'il transmettrait également à la Conférence du désarmement (par. 13).

2. Comme suite à cette demande, une note verbale a été adressée aux États Membres le 12 février 2024, les invitant à communiquer des informations à ce sujet. Les réponses reçues sont présentées dans la section II ci-après. Celles reçues après le 31 mai 2024 seront publiées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement, dans la langue de l'original. Aucun additif ne sera publié.

## II. Réponses reçues des gouvernements

### Cuba

[Original : espagnol]  
[29 avril 2024]

Pour Cuba, le désarmement nucléaire reste la priorité absolue du désarmement. L'élimination totale des armes nucléaires de manière vérifiable, transparente et irréversible est le seul moyen de garantir que l'humanité ne subisse pas leurs terribles conséquences. Il s'agit dès lors d'une aspiration légitime de la communauté internationale.

Cuba, qui prône le désarmement général et complet et a fait du rejet des armes nucléaires, de leur prolifération et de leur emploi un principe de politique extérieure établi dans sa Constitution, continuera de défendre le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires dans le cadre des réunions et négociations relatives au désarmement.

Par conséquent, on ne saurait accepter le perfectionnement et la modernisation des arsenaux nucléaires, qui sont des activités incompatibles avec l'aspiration mondiale à un monde exempt de ces armes et contraires aux normes et principes du droit international et à l'avis consultatif même de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.

Preuve de l'importance qu'elle accorde au désarmement nucléaire, Cuba est fière de se trouver dans la première zone densément peuplée du monde à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires, conformément au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco).

De plus, Cuba a l'honneur d'avoir adhéré au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires le jour même de son ouverture à la signature et d'avoir été le cinquième État à le ratifier.

Contrairement à ce qu'affirment certains États dotés d'armes nucléaires, le Traité contribue de fait au désarmement général et complet et au maintien de la paix et de la sécurité internationales, car il crée une nouvelle norme de droit international interdisant catégoriquement les armes nucléaires, en toutes circonstances, et propose un cadre solide et juridiquement contraignant aux fins de la destruction et de l'élimination totale de ces armes.

En toute cohérence avec sa ferme opposition aux essais nucléaires de tous types, Cuba a déposé l'instrument de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, qui s'est tenue en 2013 à l'initiative du Mouvement des pays non alignés, a constitué une étape historique dans les travaux des Nations Unies en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. Elle a notamment eu pour résultat la proclamation du 26 septembre comme Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.

Cuba invite instamment les entités des Nations Unies, les gouvernements, les parlements et la société civile à en faire plus chaque année pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et mobiliser la communauté internationale en vue de parvenir au désarmement nucléaire.

Dans le cadre de l'entreprise commune visant à éliminer les armes nucléaires, il est également très important que les résolutions de l'Assemblée générale relatives au suivi de la réunion de haut niveau de 2013 (à savoir les résolutions [68/32](#), [69/58](#), [70/34](#), [71/71](#), [72/251](#), [73/40](#), [74/54](#), [75/45](#), [76/36](#), [77/47](#) et [78/27](#)) soient pleinement appliquées.

Le Gouvernement cubain soutient l'organisation d'activités d'éducation, de vulgarisation et de sensibilisation, la création d'espaces de débat et la tenue de conférences spécialisées avec les milieux étudiants et universitaires, afin de sensibiliser aux dangers de la prolifération nucléaire et de faire connaître les progrès du désarmement nucléaire dans le monde.

Cuba continuera de collaborer avec la communauté internationale pour que la prochaine Conférence de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire fasse le point des progrès réalisés et définissent des mesures et initiatives supplémentaires en vue d'éliminer dès que possible les armes nucléaires.

## Guatemala

[Original : espagnol]  
[30 mai 2024]

Le Guatemala maintient une position de principe en faveur d'un désarmement nucléaire complet, irréversible et transparent dans des délais clairement établis. À ce titre, il condamne à travers différentes tribunes multilatérales tout essai nucléaire ou

toute menace d'utilisation de la force avec de telles armes, qui menacent la continuité de la vie sur terre. Il a lancé un appel aux États dotés d'armes nucléaires pour qu'ils respectent les obligations qui leur incombent au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en éliminant les armes nucléaires de leurs politiques de sécurité et de défense et en cessant d'améliorer leur arsenal nucléaire et de mettre au point de nouveaux types d'armes de ce type.

Par ailleurs, le Guatemala assure actuellement la présidence du groupe informel des pays observateurs de la Conférence du désarmement, ce qui lui permet de faire diverses déclarations précisant qu'il importe que les observateurs puissent participer aux débats de la Conférence, étant donné qu'il est dans l'intérêt de tous de prévenir une guerre nucléaire et d'éviter une course aux armements qui affecterait l'ensemble de l'humanité. De plus, les pays sont invités à poursuivre un dialogue constructif pour mettre fin à la paralysie actuelle.

## **Iran (République islamique d')**

[Original : anglais]  
[22 mai 2024]

La décision prise en 2013 par l'Assemblée générale de convoquer une réunion de haut niveau le 26 septembre de chaque année pour défendre et promouvoir le noble objectif de l'élimination totale des armes nucléaires et l'émergence de puissantes initiatives humanitaires visant à interdire par des dispositions législatives l'utilisation des armes nucléaires montrent clairement que non seulement les appels mondiaux en faveur du désarmement nucléaire, qui résonnent depuis 78 ans, n'ont pas faibli, mais qu'au contraire, ils se sont considérablement intensifiés ces dernières années.

Nous devons tous redoubler d'efforts afin de progresser vers l'objectif du désarmement nucléaire. Comme souligné dans l'Article premier de la Charte des Nations Unies, il faut prendre des mesures collectives efficaces pour écarter les menaces nucléaires à la paix et à la sécurité. Tous les États doivent participer au processus de désarmement nucléaire. Toutefois, les États dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité particulière et l'obligation juridique de parvenir à l'élimination totale de ces armes.

Pourtant, aucun progrès n'a été enregistré en ce qui concerne le respect des obligations en matière de désarmement nucléaire énoncées à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, notamment celle de poursuivre et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire sous tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. Certains États dotés d'armes nucléaires continuent de s'opposer à toute proposition ou initiative concernant l'ouverture de négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, en particulier à la Conférence du désarmement à Genève.

Un autre exemple qui exacerbe la frustration des États non dotés d'armes nucléaires est l'absence de véritables progrès dans l'application de la résolution et des décisions adoptées en 1995, des 13 mesures concrètes et du plan d'action de 2010 sur le désarmement nucléaire. De plus, dans certains États dotés d'armes nucléaires, des budgets colossaux sont alloués à la modernisation des arsenaux nucléaires et à la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires, en violation des obligations qui incombent à ces États au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération. Ces tendances et faits nouveaux regrettables ont suscité de vives préoccupations quant à l'avenir du désarmement nucléaire et approfondi les divisions entre les États non dotés d'armes nucléaires et les États dotés d'armes nucléaires.

La situation difficile dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui concernant le désarmement nucléaire doit changer. Ce changement commence par ceux qui veulent assurer leur sécurité par la dissuasion nucléaire et la possession d'armes de destruction massive : ils doivent modifier leur comportement et leurs postulats. Les États non dotés d'armes nucléaires restent fermes dans leur engagement en faveur de la non-prolifération. Ils souhaitent vivement que les États dotés d'armes nucléaires s'acquittent sans réserve de leurs obligations en matière de désarmement nucléaire. Comme le veut la règle, *Pacta sunt servanda* : les traités doivent être respectés. Le désarmement nucléaire ne doit pas être subordonné au règlement de tous les différends entre les puissances nucléaires. Le respect des obligations et des engagements dans ce domaine ne doit pas être soumis à des conditions.

La politique des petits pas ne marche pas, comme le prouvent ces 30 dernières années. Elle n'a pas tenu ses promesses et nous a conduits à la fâcheuse situation d'aujourd'hui : l'existence de milliers d'armes nucléaires qui pourraient anéantir l'humanité par accident, par erreur d'appréciation ou à la suite d'un usage non autorisé.

Nous sommes fermement convaincus que l'un des moyens les plus efficaces et les plus pratiques de parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires dans un délai précis et de pérenniser un monde exempt d'armes nucléaires est d'entamer des négociations et de conclure une convention globale sur les armes nucléaires. L'élimination totale de ces armes est d'autant plus primordiale que l'inaction peut entraîner une catastrophe mondiale. Nous devons les éradiquer avant qu'elles n'anéantissent l'humanité et la civilisation humaine. Nous devons maintenir et affermir notre détermination et notre optimisme en ce qui concerne la poursuite de l'objectif de désarmement nucléaire.

La République islamique d'Iran continue de participer activement à toutes les initiatives diplomatiques et juridiques internationales visant à protéger l'humanité contre la menace des armes nucléaires et leur prolifération, notamment en créant des zones exemptes d'armes nucléaires, en particulier au Moyen-Orient. La création d'une telle zone au Moyen-Orient est un objectif important et une priorité pour l'Iran, ainsi que pour toutes les autres nations de la région éprises de paix.

Enfin, il convient de souligner que, compte tenu de l'objectif stratégique du désarmement nucléaire complet, les principaux objectifs et recommandations de la présente résolution doivent être maintenus et respectés. À cet égard, il conviendrait d'accorder un statut officiel à la réunion de haut niveau, à laquelle les États dotés d'armes nucléaires doivent participer pour rendre compte de leurs positions et de leurs politiques.

## Maroc

[Original: français]

[6 mai 2024]

Le Maroc, État partie à la totalité des instruments internationaux en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, est fermement engagé en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires, qui demeurent les seules armes de destruction massive à ne pas faire l'objet d'une norme universelle d'interdiction par le biais d'un instrument contraignant.

Le Maroc, qui a toujours privilégié le consensus et l'approche inclusive dans ce domaine, demeure résolument convaincu que le multilatéralisme, le dialogue et la diplomatie représentent des facteurs déterminants pour un désarmement général, complet et irréversible, en vue de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires.

Notre pays considère que la mise en place d'un monde exempt d'armes nucléaires passe, impérativement, par l'efficacité des mécanismes onusiens en charge du désarmement, particulièrement la Conférence du désarmement qui, depuis sa création, a réussi à s'imposer en tant qu'unique forum de négociations multilatérales en matière de désarmement et en tant qu'instance importante au sein de laquelle les États peuvent faire valoir leurs positions.

Le Maroc estime que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires constitue le référentiel du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaire, et souligne l'importance cruciale du respect, par tous les États membres, des dispositions des instruments juridiques internationaux en matière de désarmement nucléaire et des obligations qui en découlent.

Le Maroc ne cesse de déployer ses efforts pour promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalité du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et contribue activement aux travaux des instances de sa Commission préparatoire et au renforcement de ses relations de coopération avec son Secrétariat technique provisoire.

Le Maroc, qui a participé activement en tant que Vice-Président représentant l'Afrique à la conférence des Nations Unies pour la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète, a voté en faveur de l'adoption du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, bien qu'il aurait souhaité qu'il soit inclusif et consensuel.

## Mexique

[Original : espagnol]  
[31 mai 2024]

Le Mexique soumet le présent document en application de la résolution [78/27](#) de l'Assemblée générale intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 ».

Le Mexique est un pays qui s'est toujours fortement engagé en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Il considère que la lutte pour le désarmement nucléaire passe par la défense et le renforcement des objectifs et des principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que l'élimination d'un risque pour la survie voire l'existence même de l'humanité.

Le Mexique observe avec beaucoup d'inquiétude le contexte politique international complexe qui prévaut, caractérisé par une tendance à l'augmentation des dépenses militaires ; des menaces explicites ou voilées d'utilisation d'armes nucléaires par les États dotés d'armes nucléaires ; la modernisation et le développement des arsenaux ; l'absence de dialogue entre les États dotés d'armes nucléaires, ainsi que la polarisation dans les forums sur le désarmement.

Le Mexique estime que tous les efforts politiques et les bons offices diplomatiques devraient servir le principe d'une vie exempte de la menace de guerre nucléaire et l'objectif de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires. L'histoire a montré les effets dévastateurs à court, moyen et long terme qu'une éventuelle explosion nucléaire – intentionnelle ou accidentelle – peut avoir aux niveaux régional et mondial. C'est pourquoi le Mexique plaide en faveur du désarmement nucléaire, car il s'agit de défendre et de renforcer les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies, de sauvegarder l'intérêt commun et la qualité de vie de l'humanité tout entière.

Le Mexique se trouve dans la première zone densément peuplée du monde à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires, conformément au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco). Ce traité constitue une référence politique, juridique et institutionnelle pour la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions du monde. Il s'agit d'une preuve tangible de l'attachement de la région au régime de désarmement nucléaire.

Le Mexique salue et appuie toutes les activités et manifestations commémoratives organisées à l'échelle internationale, le 26 septembre de chaque année, afin de promouvoir un monde exempt d'armes nucléaires. Il participe aux activités organisées pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, instituée à la suite de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013, à l'initiative du Mouvement des pays non alignés. Il veille à être représenté au plus haut niveau possible afin de souligner l'importance de renforcer l'action en faveur du désarmement et de faire connaître ce type d'armes, si l'on veut éviter des conséquences dévastatrices pour l'humanité.

Dans la toute première résolution adoptée par l'Assemblée en 1946 <sup>1</sup> (I), les États Membres ont exprimé leur volonté « d'éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives ». Cependant, 78 ans après l'adoption de cette résolution qui établissait l'importance prioritaire du désarmement nucléaire au regard de la paix et de la sécurité internationales, du fait du risque que représentent les armes nucléaires pour l'existence même de l'humanité, cet engagement n'est toujours pas tenu et reste l'une des grandes questions en suspens de l'Organisation. Cette situation est particulièrement inquiétante dans un environnement polarisé qui entrave les progrès des initiatives multilatérales pour la paix et la sécurité internationales, y compris du désarmement, face à la concurrence renouvelée entre les puissances et alors que les États attachent de plus en plus d'importance au militarisme et à la pertinence des armes nucléaires. Elle conduit à l'érosion de l'architecture du désarmement, de la non-prolifération et du contrôle des armements.

Dans le même temps, les puissances nucléaires revoient leurs doctrines nucléaires et leurs politiques de sécurité : elles les rendent plus opaques, elles réévaluent le rôle et les emplois possibles des armes nucléaires, elles ne cessent d'augmenter les dépenses militaires, elles annoncent le relèvement des niveaux fixés pour les ogives nucléaires et modernisent leur arsenaux nucléaires, en violation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Dans ce contexte, le Mexique estime qu'il importe de prendre des mesures inédites et décisives si l'on veut faire progresser le désarmement nucléaire. En particulier, il est essentiel de privilégier l'être humain et de tenir compte des liens entre le désarmement et les piliers de l'action des Nations Unies. Les progrès en matière de désarmement nucléaire et l'élimination totale des armes nucléaires ne renforceraient pas seulement la paix et la sécurité internationales, mais aussi l'état de droit international, la garantie de la protection de l'environnement, la pleine jouissance des droits humains et la coopération pour le développement.

Il convient de souligner la place centrale du multilatéralisme dans le domaine du désarmement nucléaire, sachant qu'il en va de l'intérêt et de la compétence de tous les membres de la communauté internationale, et sans que cela ne remette en cause l'utilité des initiatives unilatérales, bilatérales ou régionales.

Force est de constater que le désarmement nucléaire est une cause commune, qui progresse sur la base d'engagements tangibles et concrets pris dans des contextes sensibles et complexes, dans lesquels doit se manifester la volonté d'honorer les



obligations souscrites. Les conditions ne seront jamais plus idéales que maintenant qu'il existe une volonté politique.

Le Mexique regrette la grave crise du cadre institutionnel du désarmement résultant du texte issu de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement, en particulier la paralysie de la Conférence du désarmement pendant plus de deux décennies, et considère qu'il est essentiel de convoquer la conférence de haut niveau sur les progrès du désarmement nucléaire prévue dans la présente résolution, afin de rétablir le caractère central de l'intérêt commun à faire progresser le désarmement nucléaire et de convoquer finalement une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement qui, entre autres questions, réexaminerait le cadre institutionnel établi en 1978.

Le Mexique promeut l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, accorde la même importance à ses trois piliers et exhorte les États qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer sans condition. Il estime également que la seule garantie réelle contre l'emploi ou l'explosion accidentelle d'armes nucléaires – et donc contre les dommages inacceptables qui en résulteraient – est leur élimination totale.

Le Mexique s'inquiète de l'absence de progrès dans le respect des obligations du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et des engagements pris par les États parties, en particulier la résolution de 1995, les « mesures concrètes » convenues dans le document final de la Conférence d'examen de 2000 et les 64 mesures du plan d'action adopté en 2010.

Le Mexique espère que le deuxième Comité préparatoire de la onzième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires bénéficiera de conditions favorables pour parvenir à des accords substantiels en vue de l'adoption d'un rapport. Ces accords doivent avoir pour objectif d'amener les États dotés d'armes nucléaires à respecter leurs obligations et leurs engagements, en particulier les dispositions prévues à l'article VI (désarmement nucléaire) et celles relatives aux essais nucléaires, au développement qualitatif des armes nucléaires et aux assurances de sécurité données par les États dotés d'armes nucléaires aux États qui n'en possèdent pas ; ils doivent également viser à réaffirmer les préoccupations relatives aux conséquences graves et catastrophiques qu'aurait, sur le plan humanitaire, une explosion nucléaire, accidentelle ou intentionnelle, et servir de base aux mesures de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est un élément clé qui renforce et contribue indubitablement à renforcer le régime établi par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Cet instrument international a établi une norme internationale qui rend les armes nucléaires contraires au droit international. Entre autres dispositions, le Traité prévoit des procédures aux fins de l'élimination des armes nucléaires des arsenaux des États qui en sont actuellement dotés, non seulement après leur adhésion à l'instrument, mais même avant.

Le Mexique se félicite du fait qu'à ce jour, 93 États ont signé le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et 70 États y sont parties. Il espère que les États Membres et les États signataires du Traité continueront de respecter leurs obligations et de travailler ensemble pour promouvoir l'application et l'universalisation du Traité, ainsi que pour renforcer la norme relative à l'interdiction des armes nucléaires, compte tenu des conséquences humanitaires catastrophiques de ces armes.

Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires concourt également à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires et à sa pérennité, en garantissant que le désarmement sera irréversible une fois atteinte l'« option zéro ». Il est également pris acte, dans le Traité, des graves conséquences que les armes nucléaires

ont sur la survie de l'humanité, l'environnement, le développement socioéconomique, l'économie mondiale, la sécurité alimentaire et la santé des générations actuelles et futures, ainsi que des effets disproportionnés des rayonnements ionisants sur les femmes et les filles.

La deuxième Réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires s'est tenue du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2023 au Siège de l'ONU, à New York, sous la présidence du Mexique. Les participants étaient nombreux : 59 États parties et 35 États observateurs, y compris certains représentants dans le cadre d'accords élargis de dissuasion nucléaire. Un débat thématique sur les répercussions humanitaire des armes nucléaires a eu lieu au cours de la réunion. C'était la première fois qu'une session plénière au Siège de l'ONU, à New York, était exclusivement consacrée à un dialogue sur les conséquences humanitaire des armes nucléaires.

Les États parties présents ont adopté sans la mettre aux voix une déclaration politique intitulée « Notre engagement de respecter l'interdiction des armes nucléaires et d'éviter leurs conséquences catastrophiques », qui envoie un message fort sur l'interdiction des armes nucléaires et reflète la position des parties au Traité, qui, garantes de la sécurité internationale, rejettent sans équivoque les armes nucléaires. Les États parties ont également fait mention des risques accrus liés aux armes nucléaires dans l'environnement international actuel et de leurs préoccupations à cet égard.

À la deuxième réunion des États parties, le Groupe consultatif scientifique établi par le traité a également présenté son rapport, qui est précieux car il comprend une évaluation de la situation des armes nucléaires dans le monde. Le Groupe consultatif scientifique est également le premier groupe scientifique à être partie à un traité multilatéral sur le désarmement nucléaire. Il continuera à examiner plusieurs questions liées aux dispositions du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, comme la vérification du désarmement.

S'agissant d'autres questions stratégiques qui concernent le désarmement nucléaire, le Mexique estime que les États devraient renoncer à la mise au point et au déploiement de systèmes de défense antimissiles qui sapent la stabilité stratégique mondiale et régionale, empêcher l'armement de l'espace et les courses aux armements dans l'espace, prendre des mesures préventives de maîtrise des armements, empêcher les courses aux armements de haute technologie d'aggraver les déséquilibres stratégiques internationaux et maintenir la sécurité et la stabilité stratégiques mondiales.

Le Mexique n'ignore pas que les perspectives et les points de vue divergent sur comment parvenir au désarmement nucléaire. L'approche consistant à mettre au point une convention globale sur les armes nucléaires fait partie des options qui permettraient de faire advenir un monde exempt d'armes de destruction massive et d'en assurer la pérennité.

De manière générale, une convention globale compléterait le cadre normatif existant en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires et devrait prévoir, au minimum, les éléments suivants :

- l'interdiction des armes nucléaires, de manière à garantir l'irréversibilité du désarmement nucléaire ;
- l'interdiction de la détention et de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
- un mécanisme visant l'élimination des armes nucléaires existantes, selon un calendrier clairement défini ;

- le démantèlement ou la conversion des usines de production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;
- un mécanisme de contrôle international visant à garantir le respect des obligations qui découleraient de ladite convention ;
- des dispositifs institutionnels visant à appuyer les objectifs et principes de ladite convention.

Le Mexique continuera de prendre part activement aux initiatives qui contribueront à faire avancer les négociations multilatérales de désarmement nucléaire, compte tenu des principes de vérification, d'irréversibilité et de transparence, afin de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires, qui garantit la sécurité humaine conformément aux exigences du XXI<sup>e</sup> siècle, et à en assurer la pérennité.

---